

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 24

21^e année • mercredi 13 juin 2018

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

POINT DE MIRE

Travaille et tais-toi!

Sonya Mermoud

Un espace démocratique qui rétrécit comme peau de chagrin, des entreprises échappant à tout contrôle guidées par une insatiable cupidité, le travail décent en recul, des inégalités continuant à croître, creusant un fossé abyssal... L'injonction «Travaille et tais-toi!» se décline de manière universelle et toujours plus brutale comme en témoigne le dernier rapport de la Conférence syndicale internationale (CSI) qui dresse un tableau pour le moins sombre de la situation des droits des travailleurs dans le monde. Avec une conclusion sans appel: sur l'ensemble de la planète, la situation des classes laborieuses s'est dégradée. Aux quatre coins de la terre, des multinationales au pouvoir démesuré, des Etats sans foi ni loi exploitent sans limite une main-d'œuvre toujours plus bâillonnée et impuissante à se défendre. Une détérioration de ses droits qui s'exprime sur nombre de fronts. Avec, dans près de 40% des pays sur les 142 de l'étude, des interdictions ou des restrictions de s'organiser, de s'exprimer, d'agir. Dans 87%, un droit de grève bafoué – mode d'action de plus en plus criminalisé; dans 81%, l'impossibilité totale ou partielle de négocier collectivement. Sans oublier des catégories entières de salariés exclues des législations sur le travail dans 65% des Etats. Un nombre en 2018 là aussi en progression. Parmi ces personnes dépourvues de toute protection, sans surprise, des migrants corvéables à merci et, dans les pays du Golfe, réduits carrément au statut d'esclaves, victimes du système de la «kafala». Mais aussi des employés du secteur public et des travailleurs des économies de plateforme, toujours plus nombreux. Une dernière population œuvrant généralement sur appel, privée de couverture sociale, et supportant tous les risques tout en étant contrainte de suivre le plus souvent les règles établies par les patrons... La CSI donne des exemples de cet affaiblissement général des droits des travailleurs. Comme au Brésil où le Gouvernement a fait une croix sur la liberté syndicale. Et procédé récemment à l'arrestation de son plus célèbre représentant, l'ex-président syndicaliste Lula. Plus qu'un symbole. Ou en Indonésie qui résout les conflits au travail par la menace des armes, s'appuyant sur les militaires. Ou en Chine, championne, entre autres, de la restriction de la liberté d'expression... Une liste désespérante et des modes de répression de travailleurs et de leurs représentants allant des «simples» licenciements au recours aux brutalités, incarcérations et assassinats comme dans neuf Etats d'Afrique et d'Amérique latine. Avec, un pic en Colombie, le nombre d'exécutions s'étant élevé à 19 contre 11 l'année précédente. Alors que les arrestations et les détentions arbitraires ont, elles aussi, augmenté. Une «réponse» pour laquelle ont opté 59 pays contre 44 en 2017. Et l'Europe n'est pas en reste non plus, 58% de ses Etats ayant enfreint les droits à la négociation collective et trois quarts violé le droit de grève. Une violence directe ou larvée à l'encontre des travailleurs de plus en plus corsetés, censés produire de la richesse sans espérer en recueillir quelques miettes et le risque d'un monde à la botte des entreprises toujours plus fracturé et instable qui pourrait bien, à force de déréglementation, d'injustice et d'exclusion, finir par implorer... ■

CONVENTION SUR LES RAILS



Au terme de négociations difficiles, les partenaires sociaux de l'industrie des machines sont parvenus à s'entendre sur le contenu d'une nouvelle convention collective de travail. Sous réserve de l'approbation de leurs organes respectifs, l'accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet pour une durée de cinq ans. Avec quelques améliorations essentielles à la clef. **PAGE 3**

PROFIL



Angélique Jaquier en lutte contre l'injustice.

PAGE 2

VAUD

Pétition pour le droit de travailler des requérants déboutés.

PAGE 5

TERTIAIRE

Les employés des shops au Tessin discriminés.

PAGE 7

GENÈVE

Le ras-le-bol du personnel de l'EMS du Petit Saconnex.

PAGE 9

ÉCONOMIE

Professeur d'économie à Madrid, Xabier Arrizabalo Montoro décortique dans un livre le système capitaliste afin de mieux le comprendre et se doter d'outils pour le transformer.

PAGE 6



«JE NE SUPPORTE PAS LES INJUSTICES»

Fervente militante genevoise d'Unia, Angélique Jaquier s'est toujours battue pour ses idées, avec l'espoir d'offrir un monde meilleur à ses enfants

Manon Todesco

Angélique Jaquier est une grande gueule, et elle assume. «J'aime dire les choses en toute franchise, que ça plaise ou non.» Jeune maman de 33 ans, la Genevoise a gardé cette spontanéité et cette hargne qu'elle avait ado, quand elle était batteuse dans un groupe de punk. Aussi loin qu'elle s'en rappelle, elle s'est toujours mobilisée pour défendre ses droits et ses idéaux. Révoltée par les injustices, elle commence toute jeune à battre le pavé lors des manifestations. Adeptes de la débrouille, Angélique Jaquier s'en est souvent sortie par ses propres moyens. Jusqu'à un certain point. Vendeuse depuis l'âge de 19 ans dans une enseigne de chaussures, des tensions commencent à se créer au bout de douze ans de service. «Je me suis sentie dépassée, je ne pouvais plus avancer toute seule, je me suis donc syndiquée à Unia et j'ai intégré le comité vente.» Elle trouve au syndicat une écoute attentive et bienveillante, mais aussi des conseils. Deux ans plus tard, elle est licenciée. «On m'a reproché d'être trop revendicatrice et de ne pas respecter ma hiérarchie alors que je ne faisais que réclamer une augmentation de salaire qui me revenait de droit.» Déterminée, elle attaque son ancien employeur pour licenciement abusif et obtiendra gain de cause. «La vente, c'était fini pour moi. Bien que j'aie adoré la relation avec les gens, c'est un métier difficile dans lequel il faut toujours être de bonne humeur. On est sans cesse épié par notre supérieur. Et puis je ne supportais pas la société de consommation capitaliste que la vente représentait.»

DONNER DU SENS

A compter de ce moment, Angélique Jaquier part en croisade pour trouver

le job de ses rêves. Elle veut défendre les gens, se sentir utile. Elle se forme en autodidacte, suit des cours avec Movendo. Elle participera quelques mois à la permanence Papyrus à Unia Genève. «Cela m'a confortée dans le fait que j'étais sur le bon chemin.» Elle espère un poste de secrétaire syndicale, et puis, finalement, tombe sur une annonce pour une place d'inspectrice paritaire dans l'industrie mécanique. Elle postule, passe trois entretiens d'embauche, «les plus durs de ma vie», et se fait engager en juillet 2017. «Je m'assure de la bonne application de la convention dans les entreprises de la branche et auprès des travailleurs.» En parallèle, tout récemment, elle a prêté serment en tant qu'inspectrice de l'Inspection paritaire des entreprises (IPE) pour la partie syndicale. «Je n'ai plus l'impression de ne servir à rien. Après avoir moi-même vécu la sous-enchère et les abus sur mon lieu de travail, je peux enfin faire valoir les droits des travailleurs mais aussi empêcher les entreprises malhonnêtes de pratiquer de la concurrence déloyale, c'est ce pour quoi je suis faite.»

La mécanique, ce n'est pas une branche qui la dépayse. Avant d'être vendeuse, Angélique Jaquier a fait des études d'électronique en multimédia. «Je voulais réparer les téléviseurs, mais le métier était en perte de vitesse et ce qu'il était devenu ne m'intéressait pas.» Un monde de mecs, qui colle avec son côté «garçon manqué». «J'ai toujours été hors cadre. Petite, je jouais aux voitures et je grimpais aux arbres avec mes cousins, du coup j'étais la risée de mes trois sœurs qui étaient, elles, très filles.» Elle est d'ailleurs la seule fille de sa classe en électronique. «J'ai eu le droit à des réflexions sur mes tenues vestimentaires.» Tout un parcours qui a forgé son caractère et son militantisme féministe.

FAMILLE ET ÉDUCATION

Son autre cheval de bataille, c'est sa famille. Maman d'un garçon de 11 ans et d'une fille de 9 ans, elle entend leur transmettre ses valeurs. «J'essaie au mieux de leur donner une éducation égalitaire. J'aime aussi les emmener aux grands rendez-vous qui me tiennent à cœur, comme le 1^{er} Mai, pour leur montrer que rien n'est gravé dans la pierre et qu'il faut oser se battre et dire les choses pour obtenir des avancées.» Angélique Jaquier désire aussi leur offrir une vie simple. Etre bien entourée, partager de bons moments entre amis et des va-

cances en camping «à l'arrache». Par la force des choses, elle est aussi très engagée dans le monde associatif pour l'inclusion scolaire. Elle a d'ailleurs intégré la commission ad hoc du Département de l'instruction publique. Son fils, diagnostiqué hyperactif, a été renvoyé de son école du jour au lendemain, à 6 ans. «C'est un enfant agité qui a de la peine à se concentrer, mais nous n'avions de loin pas tout essayé, ils voulaient clairement s'en débarrasser.» Après avoir passé huit mois à lui faire l'école à la maison, elle obtient une place dans une école privée subven-

tionnée. «Je ne m'arrêterai pas là, car pour moi, la solution c'est l'école inclusive. Elle est prévue par la loi genevoise, mais dans les faits, c'est une vitrine publicitaire. L'intégration des enfants en difficulté dans les écoles dites traditionnelles reste au bon vouloir des directeurs d'établissement.» Pour Angélique Jaquier, il reste encore beaucoup à faire. Mais notre militante est confiante. «Je suis une utopiste, je l'ai d'ailleurs tatoué sur ma peau. La vie m'a appris que chaque petit changement est une victoire, et j'ai l'espoir de voir changer les choses pour mes enfants.» ■



«La vie m'a appris que chaque changement est une petite victoire», déclare Angélique Jaquier défendant avec force ses idéaux.



DE BIAIS

Daniel Süri

LE SYNDROME DU BIFIDUS ACTIF

Dans les rangs de la direction de la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée), ce fut comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Métaphore en phase avec la météo de ces derniers temps, je vous ferai remarquer. A *L'Événement syndical*, nous avons le sens de l'actualité jusque dans nos formulations. L'auteur du coup de tonnerre dans le ciel bleu du fonctionnement cadencé de la Manip? Le petit nouveau, le jeunot, crénom! «Pas sec derrière les oreilles et déjà en train de mettre le souk!» aurait réagi Guido Fiffelin. Son collègue, Nazerl Ribes, avait en effet lâché une petite bombe, qui,

en explosant, avait donc produit l'effet coup de tonnerre dans un ciel bleu. Au départ, un très long conflit entre deux clients de la Manip. L'un s'était enrichi au détriment de l'autre, pillant allègrement ses brevets et lui fauchant sa clientèle. Les méthodes brutales et légalement plus que douteuses de la première entreprise, Hyères & Salem, avaient amené l'organisation patronale, dont tous les deux étaient membres, à avancer les fonds nécessaires à la seconde, Pale and Steel, pour recourir devant les tribunaux afin de recouvrer ses droits. De jugement en recours et en nouveaux jugements, l'affaire s'éternisait, pour le plus grand bien de Hyères & Salem, qui prospérait.

A la Manip, la ligne était de reconnaître que, certes les droits de Pale and Steel avaient été spoliés, mais qu'il fallait continuer à commercer avec Hyères et Salem, en cherchant à l'amener à des concessions. Ni pour ni contre, bien au contraire, encore qu'en y réfléchissant bien, et après avoir ménagé la chèvre et le chou... C'est que les deux entreprises en cause avaient chacune leur réseau d'influence et qu'une décision tranchée risquait, par effet domino, de

faire s'écrouler le château de cartes de la situation. Métaphore prêtée gratuitement à Guido Fiffelin au cas où il en manquerait.

Et voilà-t-y donc pas que Nazerl Ribes se transforme en pilote de Stuka et déclare sans avertissement préalable ni déclaration de guerre, que le cabinet des avocats de Pale and Steel fait partie du problème et non pas de la solution. Gros yeux à la direction de la Manip, croissants du déjeuner avalés de travers, étouffements, début d'asphyxie, régurgitations difficiles, acidités d'estomac: la totale. Que n'avait-il pas dit, le petit arrogant, au risque de mettre en cause la diplomatie commerciale bicanal de la Manip! En ignorant totalement le précepte du syndrome du bifidus actif!

Comment, vous ne connaissez pas le syndrome du bifidus actif? Houla, va falloir vous mettre à jour, sinon vous ne subsisterez pas longtemps dans la jungle de la compétition internationale. Votre ignorance va réduire d'autant votre compétitivité et, inexorablement, votre employabilité. Et il faudra engager des détectives privés pour contrôler si vous méritez bien vos indemnités de chômage...

Qu'est-ce que vous faites de vos loisirs? Vous ne vous jetez pas avec avidité sur les revues de management? Non? Vous faites des sorties? Ah, ben, logiquement, le résultat n'est pas fameux. Ce n'est pas ainsi que l'on progresse dans sa carrière et finit à la direction de la Manip. Qui, elle, connaissait très bien le syndrome du bifidus actif. Pour comprendre ce syndrome, il faut remonter trente ans plus tôt — tous ceux et toutes celles qui justifient leur méconnaissance par cette ancienneté passeront me voir plus tard — lorsqu'une firme produisant des yaourts lance un yoghourt enrichi de bifidus actif. Dénomination commerciale désignant le fait que le produit contient des bifidobactéries. Evidemment bifidus est légèrement plus vendable que bifidobactéries. Qui voudrait avaler un truc plein de bactéries? Beurk, gloup et burp! Bifidus, donc, et actif qui plus est. Pour éviter toute analogie avec un truc dégoûtant comme les deux kilos de bactéries qui s'agitent dans notre estomac, la campagne de pub du yaourt au bifidus mit en scène de très jolies femmes, naturelles, sympathiques et tout et tout, vantant le produit, car «ce qu'il fait à l'intérieur

se voit à l'extérieur». Et le syndrome du bifidus, c'est cette correspondance entre l'extérieur et l'intérieur, cette transparence. Tout ça pour en arriver là? Le yaourt, les bactéries, les mannequins souriants, la pub, pour dire qu'il y a une connexion entre le dedans et le dehors. Et appeler ça théâtralement «syndrome du bifidus»? Ainsi va la vie dans ce monde hypercréatif du management, où une bonne formule vaut mieux qu'un long discours, même s'il faut un long discours pour expliquer en quoi la formule est bonne. L'essentiel est d'avoir l'air initié et de branler du chef en opinant, «ah, oui, le syndrome du bifidus, bien sûr...». Un qui se l'était fait expliquer, le syndrome du bifidus, c'était bien Nazerl Ribes. En long en large, en hauteur et en couleur. Que la Manip donnait désormais l'impression d'avoir une politique différente en sous-main, que, retorse, elle s'apprêtait à donner ses préférences à un camp plutôt qu'à un autre. Que ça ne se faisait pas comme ça et qu'on était mal pris. Bref qu'avec ou sans bifidus, la Manip pédalait dans le yoghourt. ■

Jérôme Béguin

Les négociations pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) sont arrivées à leur terme. Les représentants de Swissmem, la faïtière patronale, les syndicats Unia et Syna, ainsi que les associations de salariés Employés Suisse, la Société suisse des employés de commerce et l'Association suisse des cadres sont parvenus à un accord. Sous réserve de l'approbation par les organes compétents des partenaires, la nouvelle convention entrera en vigueur au 1^{er} juillet pour une durée de cinq ans. Cette CCT est l'une des plus importantes de Suisse, après celles concernant la location de services et l'hôtellerie-restauration, elle couvre plus de 100 000 travailleurs de 500 entreprises.

SITUATION DE BLOCAGE

«Les négociations ont été extraordinairement difficiles. Trois jours avant la fin, on était encore dans une situation de blocage!» révèle Mike Nista, président de la délégation d'Unia et collaborateur de Bosch-Sapal à Ecublens. «Swissmem tenait mordicus à augmenter le temps de travail de 40 à 42 heures par semaine et, tant qu'on ne l'acceptait pas, n'entrait pas en matière sur nos revendications. Mais, contrairement à ce qui s'est passé il y a cinq ans, les employeurs se sont retrouvés face à des partenaires d'accord entre eux. Unia a en effet mené un gros travail en dehors des négociations avec les autres délégations d'employés. Et, tout à coup, ça s'est débloqué», explique le Vaudois.

«Je reste sur ma faim concernant ma région. Mais sur le plan national, le résultat est satisfaisant.»

Mike Nista



Mike Nista, président d'Unia Vaud.

POLITIQUE SALARIALE DYNAMISÉE

«Nous avons réussi à éviter toutes les détériorations réclamées par les employeurs, à commencer par la prolongation du temps de travail, qui nous aurait fait revenir à la situation qui prévalait avant 1988, tout en obtenant des améliorations essentielles», indique Manuel Wyss, responsable de la branche industrie MEM d'Unia. Première avancée, les salaires minimums seront désormais adaptés automatiquement, chaque année, au renchérissement. «D'après le Secrétariat à l'économie, que j'ai contacté, on peut tabler sur un taux annuel de 1%



La CCT Mem est l'une des plus importantes de Suisse, après celles concernant la location de services et l'hôtellerie-restauration. Elle couvre plus de 100 000 travailleurs de 500 entreprises.

DES NÉGOCIATIONS DIFFICILES, MAIS DES AMÉLIORATIONS ESSENTIELLES

Les partenaires sociaux de l'industrie des machines sont parvenus à s'entendre sur le contenu d'une nouvelle convention collective

DES PREMIÈRES

Deuxième point important du nouveau contrat, la promotion de l'égalité et la possibilité de mieux concilier travail et vie familiale. Il deviendra en particulier possible d'aménager sur plusieurs jours une activité à temps partiel. Egalement régulièrement discriminés, les travailleurs âgés n'ont pas été oubliés. Le délai de congé des plus de 55 ans a été prolongé d'un mois et tout licenciement dès cet âge-là devra faire l'objet d'un examen individuel, d'une consultation et d'une recherche d'alternatives. «C'est une première. Nous pourrions agir

contre les entreprises qui ne respectent pas cette procédure et donc la CCT.» Les membres des commissions du personnel seront aussi mieux protégés des licenciements dans le cadre de l'activation de l'article de crise. Cette disposition permet aux employeurs d'augmenter la durée du temps de travail moyennant l'approbation des travailleurs. La durée d'application de cette dérogation a, par ailleurs, été ramenée de 30 à 24 mois. Enfin, les partenaires sociaux se sont entendus pour jeter les bases d'une «Passerelle MEM 4.0», qui reprend les

idées formulées dans la «Passerelle 4.0» d'Unia et dans l'«Initiative de reconversion professionnelle» de Swissmem. «Il s'agit de l'un des tout premiers instruments concrets en Suisse pour affronter les défis de la numérisation, qui offrira un grand soutien aux collègues de la branche et dont le modèle pourrait même révolutionner le système de formation continue», se réjouit Manuel Wyss.

AUX DÉLÉGUÉS DE DÉCIDER

«Il y a un point où je reste sur ma faim, mais ça ne concerne que ma région», confie Mike Nista. «Le canton de Vaud conservera trois régions différentes de salaire, ça me fait mal en tant que Vaudois, j'aurais au moins voulu en supprimer une, or je n'ai pas réussi à faire passer cette requête. Mais sur le plan national, le résultat est satisfaisant», juge le président d'Unia Vaud. «Dans de telles négociations, il y a toujours des demandes qui n'aboutissent pas. Mais nous avons toutefois pu obtenir quelque chose sur pratiquement toutes nos revendications principales, souligne Manuel Wyss. Au final, ce sont les délégués de la branche qui décideront démocratiquement si nous acceptons ou non le résultat de ces négociations lors de la conférence du 26 juin. Si la CCT est approuvée, nous aurons un gros travail dans les prochains mois à construire cette Passerelle MEM 4.0.» ■

LA PLUS FORTE HAUSSE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE DEPUIS DIX ANS

L'économie suisse a vu le nombre de ses places de travail augmenter au premier trimestre, selon les chiffres publiés la semaine dernière par l'Office fédéral de la statistique. L'emploi a progressé de 0,6% par rapport au trimestre précédent et de 1,6% sur un an, soit 77 000 postes de travail de plus qu'au premier trimestre 2016. Et, bonne nouvelle, l'industrie a enregistré sa plus forte augmentation depuis dix ans avec plus de 11 000 postes créés (+1,6%). L'horlogerie (+5,6%) et l'industrie des machines (+2,2%) affichent notamment de belles progressions. Dans le secteur secondaire, l'évolution est aussi positive dans la construction avec 2000 postes ouverts (+0,65). Le tertiaire n'est pas en reste, même s'il connaît des évolutions différenciées. Si l'hôtellerie-restauration est en expansion (+13 000, +5,4%), le commerce de détail est en recul (-5000, -0,2%). La Suisse dénombre aujourd'hui 4,9 millions d'emplois et 3,8 millions d'équivalents plein temps. ■ JB

2^e pilier : progrès nécessaires

L'USS et Travail suisse ont présenté leurs exigences pour les futures discussions sur l'avenir de la prévoyance professionnelle

Le 4 juin dernier, l'Union syndicale suisse (USS) et Travail suisse, faïtière des syndicats chrétiens et autres associations de salariés, tenaient conférence de presse pour dresser le tableau de la situation du 2^e pilier, en perspective des discussions prévues par le Conseil fédéral après l'échec de la réforme Prévoyance vieillesse 2020. Dans un communiqué commun, les deux faïtières indiquent que le 2^e pilier a un problème avec ses prestations. Les principales personnes touchées sont les nouveaux et futurs rentiers qui voient ou verront leur rente s'amoin-drir, malgré le fait que les caisses de pension aient généré un taux de rendement moyen de 5% ces cinq dernières années. Face à cette situation, l'USS et Travail suisse exigent que le mandat constitutionnel soit appliqué: ce mandat prévoit qu'ensemble les rentes AVS et celles du 2^e pilier permettent à l'assuré de «maintenir de manière appropriée le niveau de

vie antérieur». Et cela également pour les personnes à faible ou moyen revenu. «Celles qui ont un revenu inférieur à 84 000 francs par an doivent calculer serré pour leurs vieux jours. Ce sont approximativement deux tiers des travailleurs. L'insuffisance de la couverture d'assurance chez les personnes travaillant à temps partiel est particulièrement préoccupante», notent les faïtières. Une situation concernant particulièrement les femmes, 60% d'entre elles travaillant à temps partiel. Entre l'année 2000 et aujourd'hui, la rente d'une caisse de pension pour 100 000 francs de capital est passée de 7200 francs par année à 5870 francs. Une baisse due notamment aux «problèmes du système de capitalisation en cas de taux d'intérêt bas sur les marchés de capitaux», même si ces vingt dernières années le taux de rendement a été maintenu à 4,7% malgré la crise et les effondrements boursiers, re-

lèvent les deux centrales syndicales. Qui fustigent aussi les assureurs vie qui «plument les assurés avec un partage de revenus non justifié, des primes de risques exagérées et des coûts exorbitants de gestion de fortune, de distribution et de courtage». L'USS et Travail suisse demandent encore que le transfert de capitaux du 2^e au 3^e pilier, géré par des assureurs, des gérants de fortune ou autres courtiers, soit «stop-pé ou endigué». Pour les futures mesures à prendre, les faïtières appellent à tenir compte du mandat constitutionnel, y compris pour les bas et moyens revenus, ainsi que du rapport qualité-prix des différents piliers de la prévoyance, «et donc le fait que l'AVS permet les meilleures prestations au prix le plus bas pour la majorité de la population active». ■ SH

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

L'Événement syndical, hebdomadaire romand du syndicat Unia, recherche pour entrée en fonction le 1^{er} décembre 2018. Lieu de travail Lausanne:

Une administratrice ou un administrateur à 70%

Vos tâches principales

- Comptabilité et gestion financière comprenant l'établissement du budget et la facturation
- Administration générale du secrétariat
- Gestion des annonces et encartages
- Relecture des pages du journal avant parution
- Elaboration de documents, brochures, rapports et travaux de graphisme

Votre profil

- Formation et expérience en comptabilité et gestion
- Aisance rédactionnelle, orthographe irréprochable
- Maîtrise des outils informatiques usuels et facilité d'adaptation à de nouveaux programmes
- Intérêt pour la mise en page et le graphisme
- Grande autonomie et sens des responsabilités, polyvalence

Nous vous offrons une activité variée et passionnante dans une organisation riche de sens au sein d'une petite équipe dynamique ainsi que des conditions sociales progressistes avec une place de travail en ville de Lausanne.

Si vous appréciez le monde de l'information et avez envie de rythmer votre vie professionnelle en participant à l'élaboration de notre hebdomadaire romand, alors n'hésitez pas à nous transmettre votre postulation. Nous nous réjouissons de recevoir votre dossier de candidature complet online à bewerbung.be@unia.ch jusqu'au 22 juin 2018.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez vous adresser à Madame Nicky Breitenstein, 021 321 14 60.

www.evenement.ch

LECTEURS ÉCRIVEZ-NOUS
CE JOURNAL EST LE VÔTRE !

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch



syndicom est le syndicat leader des branches Logistique, Télécommunication, Technologies de l'information et Médias. Il compte dans tout le pays près de 34'000 membres et s'engage pour les droits des salarié-e-s et pour une Suisse sociale et ouverte au monde (www.syndicom.ch).

Nous recherchons pour entrée en service immédiate ou à convenir un/une

Responsable Région Suisse romande

Lieu de travail: Lausanne

En tant que responsable de Suisse romande, vous portez avec les secteurs la responsabilité de la gestion du personnel de syndicom dans votre région. Vous contribuez à la réalisation des objectifs du syndicat et au développement de la présence syndicale dans la région. Vous concevez des projets et organisez des campagnes, dont vous êtes responsable de la réalisation. Vous mettez en œuvre des campagnes nationales dans la région. Grâce à votre disponibilité et à votre force de persuasion, vous réussissez à enthousiasmer des personnes pour le syndicat et à les recruter comme membres. Votre sens aigu de la communication vous permet d'aborder des personnes d'horizons les plus divers.

Vos tâches:

- Gestion de la région syndicom qui compte env. 8 collaborateurs
- Recrutement de membres dans la région (toutes branches confondues, avec le concours des sections)
- Responsabilité pour la mise en œuvre des objectifs de recrutement et des projets de la centrale
- Soutien des comités de section dans la région
- Coordination d'actions syndicales dans la région
- Mise en place d'un réseau politique dans la région

Nous souhaitons trouver un-e candidate doté du profil suivant:

- Formation professionnelle achevée, diplôme universitaire ou d'une haute école spécialisée
- Expérience professionnelle, en particulier syndicat ou ONG/organisation à but non lucratif
- Très bonnes connaissances de gestion des processus et des projets
- Très bonnes connaissances de la politique syndicale et engagement (socio-)politico
- Expérience pratique dans la conduite de campagnes
- Sens du contact, bonnes compétences de communication et talent de négociation
- Grande disponibilité et sens des responsabilités
- Aptitude à négocier en français, bonnes connaissances de l'allemand; d'autres langues constituent un avantage
- Permis de conduire cat. B

De plus, vous êtes disposé-e à organiser votre temps de travail de manière flexible et à travailler au besoin le soir ou le week-end.

syndicom vous propose non seulement des tâches variées dans un environnement professionnel humain, mais aussi d'excellentes conditions de travail.

Ce poste vous intéresse? Nous vous invitons à transmettre votre dossier de candidature complet d'ici au **27 juin 2018** à personal@syndicom.ch ou à syndicom, division du personnel, Monbijoustrasse 33, 3011 Berne. Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Matteo Antonini, Responsable du secteur Logistique (+41 58 817 18 12).

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT: Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Nicky Breitenstein

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, Freddy Landry,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald,
Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Centre d'impression Tamedia SA
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

WWW.
EVENEMENT
.CH

Grande manif de la construction

Samedi 23 juin 2018 à Zurich

Pas de prolongation des horaires de travail

Pas touche à la retraite à 60 ans

Enfin une augmentation de salaire

**Début de la manif:
12 h – Zurich Central**



Transports en commun gratuits assurés depuis toutes les régions
Informations pratiques : www.unia.ch/cn2018

UNIA

PLUS DE 800 MIGRANTS INTERDITS DE TRAVAIL

Une pétition pour le droit au travail et à la formation pour les requérants d'asile a été déposée au Grand Conseil vaudois munie de quelque 2500 signatures

Aline Andrey

Plus de 800 personnes déboutées de l'asile vivent, pour certaines depuis des années, dans le canton de Vaud, sans avoir ni le droit de travailler ni celui de se former. Un désœuvrement allant souvent de pair avec l'angoisse d'être expulsées, alors qu'un retour est souvent tout simplement impossible.

Le collectif Droit de rester rappelle que «le droit au travail, comme celui à la formation, sont des droits fondamentaux de chaque être humain». Il a ainsi récolté près de 2500 signatures depuis fin octobre. «Les maintenir dans un système qui leur interdit de travailler est une aberration qui les oblige à une oisiveté mal vécue. Le collectif est en particulier préoccupé par la situation des jeunes personnes déboutées de l'asile, forcées d'arrêter leur apprentissage, alors qu'elles ont fait l'école obligatoire dans le canton.» La pétition, remise aux autorités vaudoises le 5 juin, demande donc d'octroyer des permis de travail aux personnes qui vivent ici

et de soutenir leurs demandes de régularisation.

Or, jusqu'à présent, l'aide d'urgence dans le canton de Vaud consiste, comme l'indique le site de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (Evam), «en un hébergement collec-

tif en foyer et en prestations délivrées en nature».

QUATRE ANS D'AIDE D'URGENCE

Arrivé en janvier 2012, Dzmitry Toustsik est l'une de ces personnes déboutées de l'asile. Biélorusse, il témoigne

TÉMOIGNAGES RELAYÉS PAR LE COLLECTIF DROIT DE RESTER

«Je ne comprends pas où est le problème: si on travaille, on devient autonome, on ne coûte pas à la société.» (R., sans-papiers depuis dix ans)

«Ma demande d'asile a été rejetée en 2013 et, depuis lors, je suis à l'aide d'urgence sans identité, sans futur ni perspective d'évolution. Malgré la précarité de ma situation, je me suis intégré en faisant plusieurs formations et stages couronnés par un CFC d'assistant en soins et santé communautaire (ASSC) au CHUV. Après mes cinq ans en Suisse, je fais ma demande d'article 14 (permis humanitaire, *ndlr*) qui a été acceptée par le canton, mais refusée par le SEM (Secrétariat d'Etat aux migrations, *ndlr*) sous prétexte que je bénéficie du social (aide d'urgence). Pourtant j'ai une promesse de contrat de travail au CHUV à la suite de ma formation, et j'attendais juste ce permis pour travailler et ne plus dépendre de l'aide d'urgence; un cercle vicieux infernal.» (M.A.K., 24 ans, en Suisse depuis sept ans)

«A quoi ça sert de faire un apprentissage, si après t'as même pas le droit de travailler?» (K., 23 ans, à l'aide d'urgence depuis trois ans.) ■

dans un français presque parfait: «J'aurais la possibilité de travailler comme cuisinier, mécanicien, informaticien. Mais à chaque fois, le patron me demande mon permis de travail.» Devant le Grand Conseil vaudois, il tient une pancarte: «J'ai une promesse d'embauche, j'ai besoin de l'autorisation de l'office de l'emploi.» Depuis qu'il est à l'aide d'urgence, à la suite du rejet de sa demande d'asile il y a quatre ans, le monde du travail lui est interdit. La situation est identique pour son épouse, infirmière de métier. Leurs deux filles de 5 et 9 ans sont scolarisées, et leur troisième enfant verra le jour en juin. Dzmitry Toustsik n'a plus rien à perdre

et ne cache pas son désespoir: «Ma femme a dû aller plusieurs fois à l'hôpital de Cery. Et, l'année passée, je me suis taillé les veines quand les policiers sont venus nous chercher à 5h du matin pour nous expulser. Je n'ai pas eu le choix. Je préfère mourir ici en sachant mes enfants en sécurité, plutôt que là-bas!»

Dans une autre pétition lancée en avril, le collectif Droit de rester relève qu'en cas de renvoi, cette famille risque – de par son militantisme politique contre le Gouvernement biélorusse, «dictature qui punit sévèrement les opposants» – une arrestation dès son arrivée en Biélorussie. ■



Mardi 5 juin, la pétition «Droit au travail et à la formation pour toutes et tous!» a été remise à la présidente Verte du Grand Conseil vaudois, Sylvie Podio.

POING LEVÉ

QUAND LE DÉBAT DÉRAPE

Par Aline Andrey

«Le racisme gangrène Lausanne.» Le titre du communiqué des collectifs Outrage collectif, Droit de rester Vaud, Jean Dutoit et R, soutenus par d'autres au-delà du canton, a le mérite d'être clair. Les collectifs dénoncent ainsi la tribune offerte dans les médias romands à des propos diffamatoires et racistes. Si le deal de rue a été mis une nouvelle fois en lumière, dans le cas présent, il semble que l'irrespect, les amalgames, les préjugés et la xénophobie mènent le débat. Une polémique lancée par un cinéaste lausannois pourtant réputé pour sa défense des droits des immigrés, qui s'est permis de poster des photos de jeunes Noirs sur les réseaux sociaux en les accusant de dealer. Qui d'entre eux oseront porter plainte sachant que certains sont dans la situation fragile d'avoir été déboutés de l'asile ou sans papiers, bref interdits de travailler légalement? «Une mafia!» diront certains. Mais qui sont vraiment ces jeunes hommes debout toute la journée, qui jouent au chat et à la souris et dorment dans la rue. A quoi rêvent-ils? A leur famille restée au pays? A leur périple de tous les dangers? Qui sont-ils vraiment? Quels sont leurs parcours? Quelles sont leurs libertés de choix?

«Parler du deal de rue en ciblant exclusivement des hommes noirs venus d'Afrique de l'Ouest est un cliché raciste récurrent qui encourage et banalise le racisme anti-Noirs», soulignent, à raison, les collectifs de soutien aux migrants. «Pourquoi les Suisses consomment-ils de la drogue illégale (ou légale, *ndlr*)? Car la Suisse privilégie une culture de la performance et du pouvoir», analysent-ils, relevant que «la répression n'a jamais permis d'éradiquer la drogue nulle part». Et ils ne sont pas les seuls à l'affirmer, preuves à l'appui. Par contre, les politiques de prévention, notamment dans les écoles, semblent porter leurs fruits vu la réduction drastique des problèmes de consommation de stupéfiants ces dernières années chez les 11-15 ans.

Les mesures mises en place par la Ville de Lausanne ne sont que des sparadraps sur des plaies ouvertes: vingt agents mobilisés entre 8h et 22h dans six zones du centre-ville. Sociologues et spécialistes relevaient dans les médias la semaine dernière que ces mesures pouvaient même accentuer le sentiment d'insécurité et le racisme bien sûr. Une approche communautaire avec le soutien de travailleurs sociaux aurait certainement coûté moins cher et permis une action durable. Et quels seront les effets collatéraux de cette invisibilisation du deal de rue? Dommage que le cinéaste – pourfendu par ses pairs qui dénoncent ses méthodes dans une lettre ouverte – n'ait pas tenté cette fois-ci de faire un documentaire sur ce monde sous-terrain. Car s'il y a des coupables, ils ne sont pas seulement dans la rue. Les politiques néolibérales, le néocolonialisme, la compétition de tous contre tous, l'appât du gain, sont autant de maux qui gangrènent le monde et nourrissent le trafic de drogues, dont le deal de rue n'est que l'infime pointe de l'iceberg. ■

«Entre nous pas de frontières»

Une grande manifestation a lieu ce samedi 16 juin à Berne contre le racisme et la xénophobie et pour une politique d'asile et des étrangers humaine

L'appel de l'association Solidarité sans frontières, une grande manifestation nationale a lieu ce samedi 16 juin à Berne sous le thème «Entre nous pas de frontières». Organisée quatre jours avant la Journée mondiale des réfugiés, elle est soutenue par plus de 60 organisations, allant de groupes de défense des migrants aux partis de gauche en passant par des syndicats, dont Unia. Cette manifestation se déroule également alors que la Suisse célèbre cette année les 10 ans de son adhésion aux accords de Dublin, en vertu desquels 30 000 réfugiés ont été renvoyés dans d'autres pays d'Europe, et que cinq personnes de couleur, sont décédées ces derniers mois «dans les mains de la police», souligne l'appel à la manifestation. Un appel qui revient sur la situation actuelle en matière de migration: «Les anciennes et nouvelles guerres continuent de dévaster d'innombrables régions du monde. L'Europe ne cesse de réinventer son pouvoir colonial. Dans le monde entier, les violences et la pauvreté forcent des millions de personnes à fuir leurs habitats. Les frontières de l'Europe se déploient toujours plus loin et s'installent en Afrique. La Méditerranée a des airs de fosse commune. En Suisse, on est scandalisé par la traite des esclaves en Libye, mais, parallèlement, on arrive à se réjouir de la diminution du nombre de demandes d'asile.» De nombreuses revendications seront portées à Berne samedi, exigeant notamment l'arrêt de l'exclusion et des renvois forcés, de la répression, des politiques d'austérité, du pillage des pays du Sud, de la criminalisation de la solidarité, et la mise en place d'une liberté de mouvement, de la régularisation des sans-papiers, d'un véritable droit d'asile en Suisse et en Europe, et d'une vie digne pour tous. ■ SH

Rendez-vous à 14h à la Schützenmatt à Berne, prises de parole. Départ de la manifestation vers 15h vers la place Fédérale. Dès 16h, autres prises de parole et concerts.

Plus d'infos: www.sosf.ch/fr



«IL Y A DU PROFIT PARCE QU'IL Y A DU TRAVAIL NON PAYÉ»

Professeur d'économie à Madrid, Xabier Arrizabalo Montoro décortique dans un livre le système capitaliste afin de mieux le comprendre et se doter d'outils pour le transformer

Sylviane Herranz

Professeur d'économie à l'Université Complutense de Madrid, la plus grande université d'Espagne avec quelque 90 000 étudiants, Xabier Arrizabalo Montoro était de passage en Suisse au mois de mai pour y donner des conférences sur son ouvrage *Capitalisme et économie mondiale*, paru en 2014, puis en août 2017 en français. Fondant son analyse sur les bases théoriques du marxisme, il cherche à offrir les éléments permettant non seulement de comprendre le monde dans lequel nous vivons, mais également de chercher à le transformer. L'enseignant est aussi syndicaliste. Il est délégué du syndicat Comisiones obreras (CCOO) à la commission du personnel des enseignants et chercheurs de son université. Une université dont le corps enseignant compte quelque 5000 personnes et autant pour le personnel administratif. Cet établissement a connu ces dix dernières années les affres de l'austérité budgétaire, avec 10% de postes de travail supprimés. Austérité frappant aussi les étudiants qui ont été plus de 100 000 à abandonner leurs études en raison du doublement des frais d'inscription, de la réduction des bourses d'études et du contexte général du chômage et des bas salaires. Entretien.

QUESTIONS RÉPONSES

Dans votre livre, vous expliquez les rouages du système capitaliste et démontrez que ce système court à sa perte. Pourquoi?

Précisons d'abord la problématique. Si nous fixons notre attention sur la jeunesse, elle a aujourd'hui une qualité de vie pire qu'il y a trente ans. Les jeunes n'ont plus les mêmes possibilités de se créer une vie indépendante, avec la nécessité d'un emploi, d'un salaire, d'un logement. Ce n'est pas le produit du hasard ou d'une mauvaise politique économique. En Grèce, depuis l'éclatement de la crise de 2007-2008, les salaires ont chuté de 40%. Le chômage touche

30% de la population. En Allemagne, première puissance économique d'Europe, 24% de la force ouvrière travaille dans des mini-emplois, avec des salaires de 450 euros par mois, sans protection sociale. Aux USA, les salaires ont chuté de 20% ces vingt dernières années. Comment expliquer cela? Est-ce le néolibéralisme, que certains diabolisent, qui pose problème? Un capitalisme bon, à visage humain, civilisé est-il possible? L'objet de mon étude est de montrer que ce n'est pas possible. Le capitalisme est régi par des lois. Et les lois de l'accumulation du capital conduisent d'une manière inévitable aux problèmes actuels. La conclusion théorique de Marx est que le capitalisme n'est pas seulement contradictoire, mais que ses contradictions sont à chaque fois plus intenses et plus grandes. Au centre de l'analyse, il y a l'exploitation et la concurrence. L'exploitation n'est pas une question idéologique ou morale, mais une question matérielle, réelle, scientifique. Elle est focalisée dans le fait qu'il est nécessaire de ne pas payer l'entier du travail fourni. Il y a du profit parce qu'il y a du travail non payé. Si toutes les heures de travail mises à réaliser une table étaient payées aux salariés, il n'y aurait pas de profit. Or, le profit, c'est le moteur du capitalisme. Et comme l'a expliqué Marx, ce profit a une tendance à baisser. D'où la nécessité d'accroître l'exploitation. Il est important de parler de classes sociales et de lutte des classes. C'est une réalité, c'est le constat du conflit existant dans la société entre celui qui vit de son travail et celui qui vit du travail des autres. Dans le capitalisme, il y a non seulement conflit entre détenteurs du capital et travailleurs, mais également entre les capitalistes eux-mêmes, avec une concurrence effrénée, qui aboutit aux guerres.

Vous dites qu'il n'est pas possible de réformer le capitalisme. Pourtant aujourd'hui, on parle de reprise, de croissance, notamment en Europe?

Les intérêts des travailleurs et des capitalistes ne sont pas conciliables. La rhétorique de l'actionnariat ouvrier ou de la doctrine sociale de l'Eglise sont impossibles dans le cadre du système capitaliste. Quant à la crise, nous n'en sommes pas sortis. Il y a eu un ajustement du système. Et l'ajustement, c'est ce que fait le FMI: privatisations, déréglementation, ouverture des marchés, etc. Et cela a un contenu social: les attaques aux conditions de vie et de travail de la classe laborieuse. Dix ans après la crise de 2007-2008, une nouvelle crise se prépare. C'est une fuite en avant.

Le système devrait donc s'effondrer?

Dans les processus sociaux, il n'y a pas d'automatisme. Rosa Luxemburg parlait de l'alternative «socialisme ou barbarie». C'est un bon dilemme pour identifier que la survie du capitalisme conduit à des situations qui empirent, comme en témoigne ce qui se passe en Syrie ou ailleurs. Y a-t-il une alternative? Bien sûr, mais pas dans le cadre du capitalisme. Ce n'est pas une formule maximaliste, mais une question pratique dont on peut parler dans nos organisations syndicales et politiques: que devons-nous faire? Mon point de vue, c'est qu'il faut défendre les intérêts et les aspirations de la classe laborieuse, et cela sans conditions. Car si nous disons: «Nous devons payer la dette et défendre l'enseignement», la priorité sera de payer la dette...

Guerres, course au profit, atteintes à l'environnement, à la santé, le système est en train de détruire des vies humaines et la planète...

Les problèmes au niveau des ressources naturelles sont le résultat des exigences de l'accumulation du capital et d'une concurrence acharnée dans l'exploitation de la force de travail et de la nature. Comment nous organiser pour combattre ces problèmes? Aujourd'hui, lorsqu'on parle d'écologie, sur la base de revendications légitimes, il y a une usurpation intéressée pour dire qu'il s'agit d'une question citoyenne et non pas d'une question liée à la lutte des classes. Or, le socialisme, et non pas sa caricature stalinienne, inclut la prise en compte des ressources naturelles. Parler de l'éco-socialisme est une redondance mais politiquement, c'est une manière de dévier de la seule issue possible: l'organisation indépendante de la classe exploitée. Quant aux guerres, ce ne sont pas une mauvaise gestion du système, mais des conflits pour les marchés. La première guerre impérialiste répondait à un besoin de ressources naturelles. Était-il possible de l'éviter? Du point de vue du système économique, non. Le seul moyen de l'arrêter aurait été l'intervention de la classe ouvrière. Mais en 1914, les directions de ses organisations ont fait alliance avec la bourgeoisie.

Y a-t-il une issue?

J'aboutis à deux conclusions. L'une est économique: le capitalisme n'est pas réformable. Et l'autre est plus politique: je pense qu'il y a une alternative, celle d'une autre manière d'organiser la production sociale. Et dans ce processus, la place des syndicats est décisive. ■



«Dans le capitalisme, il y a non seulement conflit entre détenteurs du capital et travailleurs, mais également entre les capitalistes eux-mêmes, avec une concurrence effrénée, qui aboutit aux guerres», relève Xabier Arrizabalo Montoro.

REGARD SUR LES MOBILISATIONS EN ESPAGNE

Les conséquences de la crise de 2007-2008 ont été terribles pour l'Espagne, quelle est la situation aujourd'hui?

De manière très schématique, il y a des exigences très fortes du capitalisme financier, qui intervient à travers le FMI et l'Union européenne, auxquelles le Gouvernement, très faible, ne peut s'opposer et, dans le même temps, il y a des revendications sociales qui n'arrivent pas à s'imposer. Celles des retraités, des femmes ou encore des étudiants, se battant contre une réforme de la loi sur l'enseignement qui introduit des limitations pour l'obtention des diplômes. Leurs mobilisations nous montrent que la volonté de la classe laborieuse est très forte. Mais la situation sans issue s'explique par la responsabilité des directions du mouvement ouvrier qui ne prennent pas en main les tâches qui sont les leurs.

En février et en mars, il y a eu d'importantes mobilisations de retraités. Quelles en sont les raisons?

Le capital financier exige de faire des coupes dans le régime des retraites, une conquête des salariés. On nous dit qu'il y a un problème de financement à cause du vieillissement, mais ce n'est pas vrai, car la productivité a énormément augmenté. Il y a 60 ans, 40% de la population travaillait pour la production alimentaire, aujourd'hui ce chiffre est tombé à 3%. Le problème est de nouveau politique. Les coupes, la retraite à 67 ans, ces mesures sont discutées dans un espace de négociation qui est le Pacte de Tolède. Pourquoi le Parti socialiste et Podemos participent-ils à ce pacte, soutenus de l'extérieur par les syndicats? S'ils veulent défendre les travailleurs comme ils le disent, ces partis ne peuvent faire partie d'une institution dans laquelle l'intention est d'attaquer la retraite. Aujourd'hui déjà, pour beaucoup de travailleurs, la retraite est synonyme de pauvreté.

Le 8 mars, plus de 5 millions de femmes ont fait grève en Espagne. Un mouvement gigantesque qui a surpris par son ampleur. Comment l'expliquer?

Dans le cadre de la société capitaliste, la femme travailleuse est doublement opprimée. Ses intérêts sont une concrétisation des revendications de l'ensemble de la classe laborieuse. C'est important que la femme travailleuse soit organisée, mais pas à l'extérieur des organisations générales de la classe ouvrière. Dans la préparation de la manifestation du 8 mars, il n'y avait pratiquement pas de revendications concrètes, par exemple exiger que toutes les garderies soient subventionnées par le Gouvernement. A Madrid, seules 20% le sont. Il y avait une orientation de division, se focalisant sur la dénonciation, ce qui ouvrait à la confusion. Le mois suivant, il y a de nouveau eu de fortes mobilisations après la sentence scandaleuse niant le viol subit par une jeune femme. Or, il ne peut pas y avoir de justice non patriarcale, non machiste, quand cette dernière est la continuité de la dictature franquiste.

Pour l'ampleur de la participation le 8 mars, le point décisif a été que les syndicats UGT et CCOO ont appelé à la grève. Leur appui à la mobilisation a modifié la situation et a rendu possible la présence de plus de 5 millions de femmes dans la rue. L'appel des syndicats permet de dire qu'il ne s'agit pas d'une grève féministe mais d'une grève pour les droits des femmes.

Pour faire grève légalement en Espagne, une convocation officielle est nécessaire. Et quand les syndicats demandent la grève, ils ne peuvent le faire que pour tous les travailleurs. La plupart des grévistes étaient des femmes, mais il y avait aussi des hommes appuyant leurs revendications. Dans mon université, à l'exception de deux ou trois classes, tout le monde a fait grève, étudiants compris. C'était une grève massive, des femmes comme des hommes. ■

Le livre *Capitalisme et économie mondiale* peut être commandé, au prix de 35 francs, à l'adresse: action-socialiste@bluewin.ch

LES EMPLOYÉS DES SHOPS TESSINOIS DISCRIMINÉS

Les shops des stations-service du Tessin n'ont pas à appliquer le salaire minimum de la CCT. Une exception décidée par le Conseil fédéral. Unia dénonce



Le 5 juin dernier, une délégation d'Unia a interpellé les parlementaires à l'entrée du Palais fédéral.

Aline Andrey

Le 1^{er} février, la nouvelle Convention collective de travail (CCT) des shops de stations-service, de force obligatoire est entrée en vigueur pour les quelque 13 000 salariés du secteur. Sauf que le Conseil fédéral a décidé d'exclure le canton du Tessin du salaire minimum négocié par les partenaires sociaux. L'association des exploitants de shops de stations-service suisses (AESS), les syndicats Unia et Syna ainsi que la Société suisse des employés de commerce s'étaient pourtant accordés sur un salaire minimum de 3600 francs par mois au Tessin, en Valais, au Jura, aux Grisons, à Soleure, en Thurgovie, à Saint-Gall, et de 3700 francs dans le reste de la Suisse. Face à cette injustice, plus d'une centaine de salariés tessinois du secteur ont signé une pétition lancée par Unia

pour demander que le salaire minimum de la nouvelle CCT soit aussi appliqué au Tessin. «Les travailleurs sont extrêmement fâchés de cette discrimination, car bien conscients qu'ils font le même travail que les autres et que les marges pour les patrons seront les mêmes partout», souligne Giangorgio Gargantini, responsable du secteur tertiaire d'Unia Tessin. «Aujourd'hui les salaires pratiqués au Tessin sont de 3000 francs brut par mois environ, mais nous avons aussi des exemples en-dessous. Nous demandons donc que le salaire minimum de 3600 francs soit appliqué au Tessin. Et nous faisons un pas en proposant une entrée en vigueur progressive jusqu'à fin 2020.» Soit la date du renouvellement de la CCT. A noter que les autres mesures telles que la durée de travail et les prestations sociales, comme le maintien du salaire en cas de maladie ou de maternité par exemple, seront introduites.

DUMPING SALARIAL

Le Conseil fédéral motive sa décision par le fait que les salaires coutumiers dans la branche sont beaucoup plus faibles au Tessin. «Un autre motif évoqué est qu'une CCT cantonale pour le commerce de détail a été discutée, et que celle-ci prévoit des salaires beaucoup plus bas, soit 3200 francs. C'est aussi pour cette raison qu'Unia n'a pas signé cette CCT, qui n'est par ailleurs pas encore entrée en vigueur faute de quorum valable», souligne Caroline Ayer, responsable nationale Unia pour les shops de stations-service, qui relève que, depuis la conclusion de la convention des shops fin 2015 par les partenaires sociaux, le lobby des patrons tessinois a été féroce. Des recours ont été déposés, et les patrons tessinois ont démissionné de l'AESS. «Ils ont créé une nouvelle association, l'Associazione Ticinese Stazioni di Ser-

vizio, pour contrer la CCT. L'un d'eux, le patron d'Ecsa, a déclaré que des salaires à 3600 francs étaient une folie. C'est osé pour un millionnaire!» relève Giangorgio Gargantini. Dans son tract distribué aux députés lors de l'action d'Unia devant le Palais fédéral le 5 juin dernier, le syndicat s'insurge contre la décision du Conseil fédéral: «D'une part, elle est mauvaise, car fondée sur des chiffres non pertinents. D'autre part, elle est grave, puisqu'en la prenant, le Conseil fédéral remet en cause la validité du choix effectué par les partenaires sociaux, contestant par là même le rôle historique qui leur revient dans la définition des conditions cadres applicables sur le marché du travail par le biais de l'instrument CCT.» Et Giangorgio Gargantini d'ajouter: «Refuser le caractère obligatoire des salaires minimums dans un seul canton est une

première! C'est extrêmement grave pour le Tessin et pour le syndicat!» «Aux questions des conseillers d'Etat tessinois sur ce sujet, il y a quelques semaines, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a répondu que c'était une affaire de partenariat social. Or, c'est le Conseil fédéral qui a exclu le Tessin!» relève Caroline Ayer. A la suite de l'intervention d'Unia, des parlementaires tessinois ont donc demandé au Gouvernement de justifier sa décision, d'expliquer comment celle-ci ne va pas encore augmenter le dumping salarial au Tessin, et ce qu'il va faire pour rectifier la situation? Une réponse devait être donnée lundi passé, au moment du bouclage de ce journal. ■

Pour des conditions de travail décentes chez les sous-traitants de Zalando

Unia a adressé une pétition de plus de 2000 signatures à la direction du géant de l'e-commerce pour dénoncer le dumping social et salarial en Suisse

Manon Todesco

«Les gens ne sont pas des machines. Pour des conditions de travail décentes chez les sous-traitants de Zalando en Suisse!» Une délégation d'Unia s'est rendue le 31 mai au centre logistique de Zalando à Lahr, en Allemagne, pour dénoncer les conditions de travail en vigueur chez ses sous-traitants suisses char-

gés de s'occuper des renvois, à savoir les entreprises MS-Direct et Ingram Micro en Suisse alémanique. Faute d'adresse en Suisse, le syndicat a fait le déplacement chez nos voisins. Il a également adressé à la direction du géant du commerce en ligne à Berlin une pétition munie de plus de 2000 signatures exigeant des conditions de travail correctes ainsi que des salaires minimums décents pour ces salariés.

Lancée en décembre 2017, la pétition demande un salaire minimum d'au moins 22 francs de l'heure, contre environ 19 francs pratiqués actuellement. Elle exige également la fin de la précarisation des salariés, notamment à travers le travail sur appel, les contrats à durée déterminée et le travail temporaire. Enfin, elle dénonce les atteintes à la santé des travailleurs dans les entreprises suisses qui sont, entre autres, soumis à une forte pression au rendement et contrôlés.

RESPONSABILITÉ SOCIALE

Pour rappel, Unia avait eu un premier contact positif avec MS-Direct. Mais dès le lancement de la pétition, l'entreprise a refermé ses portes. En février dernier, relayé dans nos colonnes, le syndicat espérait la mise en place d'un dialogue constructif. En vain. Il est indéniable que le commerce en ligne prend des parts de marché croissantes au commerce traditionnel. Selon l'étude Retail Outlook 2018 du Credit Suisse, un quart du chiffre d'affaires de Zalando sur la région Allemagne-Autriche-Suisse provient de notre pays alors qu'il ne pèse que 8% de la population (chiffres 2016). Le hic, c'est que les conditions de travail en vigueur dans le domaine de la logistique sont globalement très mauvaises et peu régulées. «C'est une première action pour attirer l'attention sur une entreprise qui est en pleine expansion en Suisse, souligne Arnaud Bouverat, membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia. Dans le commerce de détail dit traditionnel, nous avons déjà 50% du personnel qui n'est pas couvert par une Convention collective de travail et qui est exposé à une forte pression sur les salaires. Les acteurs en ligne doivent assumer leur responsabilité sociale et respecter les conditions de travail usuelles, ce qui n'est pour l'heure vraiment pas le cas.» ■

NON AU FLICAGE DES TRAVAILLEURS ET DES ASSURÉS

Unia invite ses membres et ses sympathisants à signer le référendum contre la surveillance des assurés. Le référendum contre la surveillance des assurés est en passe d'aboutir. Fait inédit, ce référendum a été lancé sur internet par quatre citoyens. Unia soutient leur démarche et appelle ses membres et ses sympathisants à le signer. Nos lecteurs et nos lectrices trouveront encarté dans ce numéro la feuille référendaire. En mars dernier, la majorité de droite du Parlement a adopté une nouvelle Loi sur les assurances sociales qui habilite l'assurance invalidité, l'AVS et les caisses maladie, chômage et accident à engager des détectives pour débusquer d'éventuels abus. Outre les enregistrements visuels et sonores, le projet de loi permet l'utilisation de techniques de localisation de l'assuré avec des drones et des traceurs GPS fixés sur les voitures. La surveillance ne sera pas limitée à l'espace public, elle pourra aussi être effectuée dans l'espace privé visible depuis un endroit librement accessible. Pour Unia, les Chambres ont cédé devant le lobby des groupes d'assurance, qui disposeront désormais de plus de pouvoir que n'en a la police. Il sera plus facile de surveiller un supposé fraudeur aux assurances sociales qu'un potentiel terroriste, a relevé justement la conseillère nationale Rebecca Ruiz dans une tribune. Certes, les abus ne sauraient être tolérés, mais cette loi est pour le moins disproportionnée, elle place d'emblée les travailleurs sous un soupçon généralisé de tricherie, tandis que les patrons fraudeurs, ceux qui ne paient pas leurs cotisations sociales, ne seront pas inquiétés. La surveillance constitue une atteinte grave au droit au respect de la vie privée, ce qui implique que les exigences à suivre soient élevées. Or, dans cette loi, des données obtenues secrètement pourront être utilisées en dehors d'une procédure pénale, y compris si elles ont été obtenues illégalement. Disproportion encore entre les pertes résultant des fraudes à l'assurance et celles issues de l'évasion fiscale. Depuis des années, la majorité de droite bloque toutes les propositions de poursuivre efficacement la fraude fiscale et tolère que des milliards échappent aux collectivités publiques. De bonnes raisons de signer et de faire signer ce référendum. ■ **JB**



La délégation d'Unia a remis à la direction une pétition réclamant un salaire minimum d'au moins 22 francs de l'heure, contre environ 19 francs pratiqués actuellement.

Vous travaillez dans l'hôtellerie-restauration ou le nettoyage et aimeriez vous former ?

Progredir – une formation pour personnes migrantes :

- Vous travaillez dans le canton de Neuchâtel ?
- Vous disposez de plusieurs années d'expérience professionnelle dans l'hôtellerie-restauration ou le nettoyage ?
- Vous aimeriez améliorer votre français et approfondir vos connaissances ?

Désirez-vous plus d'information ? Venez à notre séance d'information.

Samedi 30 juin à 10h30
Unia Neuchâtel, 2e étage, Av. de la Gare 3, 2000 Neuchâtel

Inscription et informations supplémentaires:
Unia Neuchâtel, Isabel Amlán, T 079 388 39 48,
isabel.amlan@unia.ch, www.progredir.ch

PROGREDIR **UNIA**

NEUCHÂTEL: À DÉCOUVRIR, DES ŒUVRES PÉTILLANTES ET PROFONDES À LA FOIS



Orage, 90 x 90 cm.

Peintre des émotions, de la nature, d'un monde subtil et inaccessible, France Mattille expose à la galerie Artemis de Corcelles près de Neuchâtel. Cette artiste, vivant sur la Riviera vaudoise, jette sur ses toiles des intuitions nées de ses rencontres avec la beauté des objets ou des éléments, brin d'herbe, fougère, mousse, pétale, reflet, croisés au détour d'un chemin ou dans le coin d'un jardin. Elle attaque la toile avec force, la travaille, la malmène, et de ces tourments naissent des fleurs, des corolles majestueuses, emplies de vie, de lumière, et de tristesse parfois. Des œuvres pétillantes aussi, et vibrantes des sensations de l'artiste. Des toiles magnifiques, à découvrir jusqu'au 23 juin prochain sur les hauteurs de Neuchâtel. ■ SH

Galerie Artemis, rue de la Cure 2, Corcelles/Neuchâtel.
Ouverture du mardi au vendredi de 17h à 18h30, samedi de 14h à 17h, et sur rendez-vous.

COMMUNIQUÉS

AVIVO SUISSE: PAS TOUCHE À NOS ASSURANCES SOCIALES!

L'Avivo suisse, association de défense et de détente des retraités, est indignée, car:

- des coupes linéaires dans l'aide sociale se répandent de plus en plus, comme c'est le cas à Lucerne, à Berne, en Argovie et à Bâle-Campagne;
- le Conseil national vient de saccager la réforme des Prestations complémentaires (PC);
- la réduction des rentes d'un 2° pilier toujours plus fragile se poursuit inexorablement.

Ce climat délétère et honteux conduit à une chasse aux pauvres dans notre pays, lui qui avoue pourtant des milliards d'excédents dans ses comptes. La couverture des besoins vitaux par l'AVS est proclamée depuis 1947 dans l'article 112, al. 2 lit. b de la Constitution fédérale. Or, il n'en est rien. Tout le monde le sait mais cela ne paraît déranger ni le Conseil fédéral ni le Parlement. Ce déni est inacceptable. C'est même l'article 12 de la Constitution fédérale qui paraît être préféré par certains politiciens à la couverture des besoins vitaux. Il s'agit d'un article qui se contente d'évoquer les situations de détresse et se liquéfie en un système de charité, en contradiction avec l'article 41 qui garantit les droits sociaux pour tous.

L'Avivo suisse, réunie en assemblée des délégués en mai à Bienne, s'oppose fermement au démantèlement des assurances sociales, elles qui doivent être le garant du partage des richesses.

Fidèle à ses engagements depuis plus de 70 ans, l'Avivo exige des retraites sûres et solidaires et demande une augmentation des rentes AVS. Elle poursuit son combat en faveur du développement du premier pilier, l'AVS, dont la solidité de son système par répartition et sa solidarité sont injustement décriées, juste au moment où le 2° pilier est de plus en plus fragilisé et menacé. Le glissement du 2° pilier dans le premier reste donc son objectif. ■ Avivo suisse

LAFARGEHOLCIM: LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT CONDAMNE LES DÉCISIONS DU GROUPE

La Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB) est surprise et scandalisée de la communication envoyée par le groupe LafargeHolcim le 25 mai dernier de son intention de fermer les sièges en France et en Suisse.

Lors de la réunion plénière du Comité d'entreprise européen (CEE) organisée le 17 mai à Zurich, la direction européenne a encore nié les rumeurs d'une telle fermeture. Huit jours plus tard, le groupe annonçait le contraire dans les médias. Sam Hägglund, secrétaire général de la FETBB, a déclaré: «Cette décision confirme ce que nous avons déjà constaté, il ne s'agit pas d'une fusion entre égaux. La tradition française de dialogue social chez Lagarde a été balayée d'un revers de la main et a été remplacée par un management basé sur l'actionnariat. Suite à la fusion, 50 000 travailleurs ont perdu leur emploi, les chiffres sur la santé et la sécurité sont catastrophiques et le groupe est revenu sur son engagement de signer un accord mondial. Nous ne pouvons que condamner cette évolution.»

La FETBB ne peut pas admettre ce manque de respect. Il s'agit non seulement d'un manque de respect pour les représentants des travailleurs LafargeHolcim, mais aussi d'un manque de respect pour les procédures d'information et de consultation prévues par la législation européenne et l'accord du Comité d'entreprise européen LafargeHolcim. La FETBB rappelle que la décision du groupe LafargeHolcim est nulle tant que le comité d'entreprise européen n'a pas exprimé un avis dans le cadre du processus d'information et de consultation. La FETBB prendra contact avec ses avocats dans les prochains jours pour envisager les étapes suivantes et sollicitera une réunion extraordinaire de CEE pour prendre les décisions qui s'imposent face au non-respect de l'accord et de la législation européenne. ■ FETBB

FRIBOURG

FERMETURE DE LA PERMANENCE

Les permanences d'Unia Fribourg seront fermées le samedi 23 juin en raison de la **Manifestation nationale de la construction.**

GENÈVE

SÉANCES

GI retraités: mercredi 13 juin à 9h30.
Ordre du jour: 1. Adoption de l'ordre du jour. 2. Adoption du procès-verbal du mercredi 9 mai 2018. 3. Informations syndicales et diverses: retour sur la conférence nationale des retraités, résolution de l'assemblée des délégués CGAS, bilan campagne salaire minimum, manifestation nationale de la construction le 23 juin à Zurich, retour sur la sortie à l'île St-Pierre et propositions de sortie pour la rentrée, retour de la réunion du CAD du 31 mai. 4. Dates des séances du 2e semestre 2018 et changement de jour. 5. Suivi interne du comité des retraités. 6. Divers.
Comité parcs & jardins: jeudi 14 juin à 18h.

PERMANENCES PAPHYRUS

Mardi: 16h à 19h.
Jeudi: 16h à 19h.
Toutes les séances et permanences ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

GROUPE MIGRATIONS JOURNÉE DES RÉFUGIÉS

L'union fait la force... Le Groupe Migrations vous invite à passer à son stand d'information en vue d'échanger et de partager un moment convivial lors de la Journée des réfugiés qui se déroulera le **samedi 16 juin** au Temple du Bas à Neuchâtel. 15 autres associations seront présentes avec des spécialités culinaires, animations musicales et danses. Ceux qui veulent participer à l'organisation sont les bienvenus. S'annoncer à derya.dursun@unia.ch

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:
Neuchâtel: le mardi 19 juin à 16h.
La Chaux-de-Fonds: le jeudi 21 juin à 16h.

AGENDA UNIA

TRANSJURANE

CONFÉRENCE

Une conférence sur le thème «Soins privés: financement et répercussions sur les conditions de travail» aura lieu le **20 juin à 20h** à l'hôtel de la Gare de Moutien.
Déroulement:
· Introduction de Samuel Burri, responsable de la branche des soins, de la Centrale Unia
· Conférence de Pierre-Alain Fridez, Conseiller national
· Débat et témoignages.
Collation offerte.
Informations: Claudia Catellani, 079 101 33 29, claudia.catellani@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS Programme d'activités

21 juin: pique-nique au Chalet du Ski Club de Courtelary, org. Groupe Jura bernois.
21 juin: comité Romand à Lausanne, org. Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
16 août: dîner friture de sandre à 10h30 place 16 Mars, St-Imier, cabane des Pêcheurs à Frinwillier, org. Groupe Jura bernois.
5 septembre: comité des retraités à 14h au restaurant du Jura à Bassecourt, org. Région.
7 septembre: musée agricole – Amicale des vieilles traditions à Grandfontaine, org. Région.
20 septembre: restaurant la Cuisinière à 16h à Cortébert, org. groupe Jura bernois.
20 septembre: comité Romand à Lausanne, org. Denis, Raffaele, Robert et Paulette.

VALAIS

VALAIS CENTRAL

SOIRÉE D'INFORMATION
Unia organise, le **mardi 19 juin à 19h45** à la salle en sous-sol du syndicat, rue de la Dent-Blanche 9 à Sion, une soirée d'information sur un thème lié à l'assurance chômage: l'indemnité en cas d'insolvabilité.
Les membres intéressés peuvent s'inscrire auprès de francine.zufferey@unia.ch

VAUD

DÉCLARATION D'IMPÔTS 2017
Lausanne – Nyon – Vevey
Depuis cette année les secrétariats de

Lausanne, Nyon et Vevey ne remplissent plus les déclarations d'impôts. Vous devez dorénavant vous rendre auprès des différents sites de l'Avivo:

Lausanne: Avivo Lausanne, place Chauderon 3, 1^{er} sous-sol, de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30, tous les jours sauf le mercredi (sans rendez-vous) jusqu'au 29 juin.
Nyon: salle de la Bretèche, place du Château 8, de 8h à 11h30, sur rendez-vous 021 338 99 38, le 14 juin.
Une participation variant entre 25 à 50 francs vous sera demandée. avivo.vaud@gmail.ch

LA CÔTE

ADRESSE PROVOISIRE
En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille **provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon.**
Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT
Nouvel horaire
Notre secrétariat de Lausanne est ouvert **uniquement les après-midis** (fermé les matins). Heures d'ouverture:
Lundi de 13h30 à 17h30.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.
Vendredi de 13h30 à 16h.
Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

GROUPE DES RETRAITÉS Programme d'activités

Excursion en car:
mercredi 4 juillet au Lac Saint-Point - La Cure (inscription jusqu'au 15 juin).
Séance du comité:
mercredi 5 septembre à 9h45 chez Unia.
Journée raclette au refuge de Sauvabelin:
mercredi 19 septembre dès 11h.
Séance du comité:
mercredi 5 décembre à 9h45 chez Unia.
Repas de fin d'année: mercredi 12 décembre au restaurant La Treille à Prilly.

D'autres séances de comité pourront être fixées selon les activités.

HORLOGERIE: GRANDE ASSEMBLÉE À LA VALLÉE LE 21 JUIN

«Sans la mobilisation des travailleurs, il n'y aura pas d'augmentation de salaire!» C'est avec ce mot d'ordre que le Comité des horlogers vaudois d'Unia invite tous les travailleurs de la branche à une assemblée générale de l'horlogerie qui se tiendra le 21 juin à midi au Sentier, à la Vallée de Joux*. Un invité de marque sera présent à cette occasion, l'ancien inspecteur du travail français Gérard Filoche. Face à la hausse du coût de la vie, à la bonne conjoncture qui n'a aucune retombée sur les rémunérations des salariés mais ne profite qu'aux actionnaires, les militants horlogers vaudois estiment que les salaires minimaux et réels doivent être augmentés de 100 francs. Pour discuter des moyens à mettre en œuvre tous ensemble pour obtenir une telle hausse, le comité compte sur la présence du plus grand nombre de salariés de la branche, syndiqués ou non syndiqués. Il appelle aussi toutes les personnes n'ayant pas encore participé au sondage mené au niveau national sur les salaires horlogers, à le compléter online (www.unia.ch/sondage-horlogerie). ■ L'ES

* Jeudi 21 juin à 12h à la cantine du Sentier, parking de l'Essor, à côté du centre sportif. Repas offert

UN PEU DE RECONNAISSANCE POUR LE PERSONNEL DES EMS!

Manon Todesco

À Genève, il manque 14%* de personnel soignant dans les EMS. La problématique n'est pas nouvelle, mais elle pèse de plus en plus sur les employés et se répercute directement sur la qualité de la prise en charge des résidents. Autre grief: la classe salariale 4, la plus basse de l'Etat, qui a été supprimée dans toutes les institutions étatiques, sauf dans les EMS. Dans ce contexte, une quarantaine d'employés de la Maison de retraite du Petit Saconnex (MRPS), soutenus par Unia, s'est rassemblée le 7 juin devant l'établissement pour exprimer son ras-le-bol. En parallèle, une pétition a été lancée il y a quelques semaines pour demander deux choses: la dotation de l'ensemble du personnel soignant et hôtelier ainsi que la suppression de la classe 4 dans un souci d'équité de traitement et de reconnaissance d'un travail pénible. Celle-ci a récolté environ 140 signatures en l'espace de quelques semaines et sera remise au magistrat en charge des EMS, Mauro Poggia.

DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT

«Quelques EMS ont supprimé cette classe 4 et fait passer le personnel en classe 5, précise Giulia Willig, secrétaire syndicale à Unia. Mais elle existe toujours dans une majorité d'établissements, pour les femmes de chambre, les nettoyeurs, le personnel de cafétéria, etc.»

De fait, la MRPS, aux côtés de la Maison de Vessy, sont tous les deux des EMS de droit public. Si Vessy a supprimé la

classe 4 l'année passée, la MRPS n'a toujours pas fait de même. «Ils ont le même statut, il n'y a donc pas de raison qu'elle ne suive pas l'exemple, ajoute la syndicaliste. Le succès de cette pétition montre que les préoccupations sont largement partagées par l'ensemble du personnel.»

ETAT RESPONSABLE

Pour Unia, il est temps que Mauro Poggia prenne ses responsabilités. En effet, Giulia Willig rappelle qu'en 2007, le peuple genevois acceptait en votation l'initiative 125, qui demandait à l'Etat de mettre les moyens pour couvrir la totalité du personnel nécessaire. Pour les soins, cela correspond aux 100% selon l'outil PLAISIR, soit le strict minimum des besoins en la matière. «Onze ans plus tard, ce n'est toujours pas appliqué, regrette la secrétaire syndicale. La volonté populaire n'est donc pas respectée.» De son côté, le ministre en charge de la Santé, Mauro Poggia, ne réfute pas les chiffres, mais assure publiquement il y a peu qu'un taux de couverture de 86% était suffisant. «Ce n'est pas vrai, contre Giulia Willig. Le personnel travaille à flux tendu et subit des cadences infernales. Il est à bout de souffle, soumis aux horaires coupés, au stress et à la fatigue. Il y a un ras-le-bol général et il est urgent que les autorités interviennent.» La campagne ne fait que commencer et le syndicat Unia prévoit des actions à venir dans d'autres EMS du canton. ■

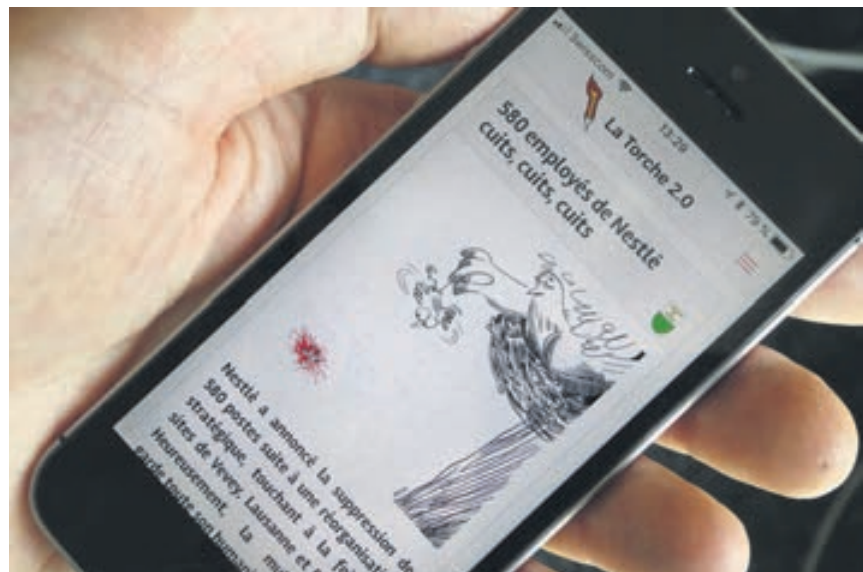
*Source: Les calculs sont effectués selon l'outil officiel PLAISIR.

Une pétition de la Maison de retraite du Petit Saconnex demande à l'Etat genevois de remédier au sous-effectif et de revaloriser les bas salaires



Soutenus par Unia, des employés de la Maison de retraite du Petit Saconnex ont exprimé leur ras-le-bol.

«La Torche», le journal satirique 2.0



SYLVIANE HERRANZ

Lancé dans le Jura par un collaborateur d'Unia, le nouveau média est en passe de conquérir la Suisse romande et le monde

Jérôme Béguin

Depuis des temps immémoriaux, la satire est une arme. Une arme de résistance. Aujourd'hui encore, devant tant d'injustices et de barbarie, face au rouleau compresseur néolibéral, à l'indécence et à l'impunité des superriches, à la médiocrité et à la corruption de nos élus... rions un peu avec «La Torche 2.0». Lancé l'année dernière dans le canton du Jura, ce nouveau média a fait ce printemps des petits dans les autres cantons romands. Expliquons d'abord à nos lecteurs qui n'ont pas la chance d'être Jurassiens que le titre choisi signifie «baffe» en patois local et fait aussi référence à une illustre rubrique du *Quotidien jurassien*, «La torche d'Apollodore», disparue en 2000. Le satirique se décline sous la

forme d'une app, soit une application à télécharger sur son smartphone ou sa tablette (à défaut, on peut aussi consulter le média sur le web: latorche.ch). Une fois abonné, on reçoit trois fois par semaine au moins une alerte *push*, c'est-à-dire une notification invitant à consulter un dessin inspiré par l'actualité de son canton et accompagné ou non d'un texte piquant. Des dessinateurs de presse réputés participent à ce premier média satirique numérique de proximité sous forme d'application, tels que Debuyme, Herrmann, Vincent L'Epée, Maret, Monta, Pigr, Pitch Comment, Sjöstedt ou Vincent, et d'autres moins connus, qui gagnent justement à le devenir.

DE DELÉMONT À OUAGADOUGOU

A l'origine de ce concept innovant, on retrouve Luc Schindelholz. Cet ancien chef de service de la Municipalité de Delémont a plus d'une corde à son arc. L'éditeur de «La Torche 2.0» est par ailleurs coordinateur de la Jeunesse d'Unia Transjurane. «La prochaine étape est le lancement de «La Torche 2.0 Québec» le 2 juillet à Montréal», explique ce dynamique et sympathique Jurassien. «Il y a aussi des gens du Burkina Faso qui m'ont contacté pour demander s'ils pouvaient ouvrir une «Torche Ouaga». C'est bien mon but: permettre à des petites régions d'avoir leur app satirique, d'être

modestement un aiguillon. Et les gens sont contents.» La version jurassienne de «La Torche 2.0» dénombre 700 abonnés, tandis que les répliques dans les autres cantons de Suisse romande comptent entre 100 et 150 inscrits. «Nous avons enregistré environ 500 soutiens par canton qui doivent pouvoir se transformer en abonnés à court terme», explique le fondateur. L'abonnement se monte à 60 francs par an. «Avec 2000 abonnements par canton, on tournerait bien, à 1500 on commencera à s'en sortir. Si les Torches décollent, ce sont une quarantaine de personnes qui bénéficieront d'un petit salaire mensuel d'appoint. En cette période où des médias se cassent la figure, il me tient à cœur de donner un peu de jobs à des dessinateurs et à des journalistes.» Luc Schindelholz projette de payer 350 francs le dessin, ce qui est plus que correct. En attendant, les caricaturistes ont accepté d'être rétribués au prorata du nombre d'abonnés. Et l'éditeur-militant va poursuivre l'un de ses «combats»: «Quand on va au restaurant, le menu n'est pas offert. L'info a un coût, le journalisme est un travail qui doit être rémunéré.» ■

«La Torche 2.0»: s'inscrire sur latorche.ch avant de télécharger l'app disponible sur Google Play et l'App Store

Pour une vraie liberté syndicale en Algérie

Le 6 juin, à l'appel des Fédérations syndicales internationales Industriall, UITA, ISP et CSI, un rassemblement a eu lieu sur la place des Nations à Genève en solidarité avec les syndicats indépendants d'Algérie. Environ 50 personnes ont manifesté pour dénoncer la guerre menée par le Gouvernement contre ces derniers. En effet, les travailleurs qui oseraient s'organiser en dehors des structures officielles soutenues par l'Etat doivent se

confronter au harcèlement, à la répression, aux licenciements et même aux arrestations. Quelques exemples: non-reconnaissance de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie, clonage du syndicat du secteur public, fausses accusations contre les dirigeants du syndicat indépendant de l'électricité et du gaz ou encore refus du Gouvernement d'autoriser une interaction avec des syndicats indépendants à une mission prévue par l'OIT. Dans ce



THERRY PORCHET

contexte, les militants ont notamment exigé la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus en raison de leur engagement et l'abandon de toutes les procédures judiciaires à l'encontre des dirigeants et des adhérents syndicaux. ■ MT

Une cinquantaine de personnes ont dénoncé la guerre menée par le gouvernement algérien contre les syndicats indépendants du pays.



Gardien de camping, un métier aux mille facettes! Patrick Reymond, en compagnie d'Ursula Bachmann, responsable du camping du Rocheray à la Vallée de Joux.

Anne Onidi

Photos Thierry Porchet

À défaut d'une tente, plantons le décor. Les modestes courbes du Jura teintées d'un dégradé de verts en toile de fond. Le paisible lac de Joux aux rives sauvages au premier plan. Dans le ciel limpide, des rapaces tracent de lentes ellipses. Dans l'air, des chants d'oiseaux habillent le silence. Le long hiver est derrière; c'est le printemps qui reprend ses quartiers à mille mètres d'altitude. Et pendant que les volatiles apprêtent leurs nids, des hommes s'activent à coup de scies et de visseuses électriques.

Perché sur un toit en devenir, Patrick Reymond tente d'y fixer une planche, mais la vis tourne à vide dans un crisse-

CAMPING, CÔTÉ COULISSES

A l'aube de la saison pleine, les employés d'un petit camping vaudois ouvert 365 jours par an s'affairent. Rencontres avec un client, un gardien et sa responsable au Rocheray, à la Vallée de Joux

turière dans une papeterie et réceptionniste, un poste polyvalent dans lequel elle touchera à tout, de l'informatique au marketing. Un enchaînement logique qui la conduira tout naturellement à accepter le rôle de responsable dans le camping du Rocheray où le couple a acquis une caravane il y a dix ans.

ADRÉNALINE ESTIVALE

Travailler dans un camping, c'est bénéficier d'un contact étroit avec des coins de nature parfois privilégiés et une clientèle variée. Une situation séduisante, certes, mais pas accessible à tout le monde, on l'aura bien compris. Ursula Bachmann encourage les jeunes désirant se diriger dans cette voie à effectuer des stages pour exercer les différentes tâches du métier. Elle-même recrute régulièrement de la main-d'œuvre, dont son frère, durant la saison haute. «En juillet et août, on accueille 800 clients par mois, dont beaucoup d'Alémaniques qui sont soulagés de pouvoir nous parler en suisse allemand.» Et d'évoquer cette saison haute «où on fonctionne à l'adrénaline et où on doit être expéditif.» En basse saison, les clients peuvent arriver à n'importe quel moment: s'il n'y a personne pour les accueillir, une pancarte avec des instructions s'en charge. «Nous sommes toujours au bout du fil et ils peuvent même laisser l'argent de leur nuitée dans la boîte à lait», assure l'habitante de Vallorbe en précisant que ce système, fondé sur la confiance, fonctionne très bien. Et lorsqu'elle ne s'occupe pas des vacanciers, où prend-elle des vacances bien méritées? «Je dois vous avouer que ça fait cinq ans qu'on n'est pas partis en voyage! Mais là je retournerais bien aux îles Canaries. On y a notre adresse depuis 25 ans.» ■



Le gardien du Rocheray avec son fidèle compagnon.



Patrick Reymond et Ursula Bachmann sont prêts à accueillir, durant l'été, quelques 800 clients par mois.

ment vain. «On pourrait insérer des alimettes ou des cure-dents pour que ça accroche?» Pendant que le menuisier va chercher les bâtonnets providentiels à la buvette, le gardien se relève en se massant les genoux. «Il nous faudrait des genouillères, comme les carrelers», sourit le quinquagénaire.

UNE RENAISSANCE PROFESSIONNELLE

Employé depuis un an et demi comme gardien au camping du Rocheray, Patrick Reymond rayonne. «Avant de venir ici, j'ai travaillé dans la restauration durant plus de trente ans. A 54 ans, alors que j'étais indépendant dans l'hôtellerie, j'ai décidé de remettre mon affaire. Les conditions de travail sont devenues très difficiles dans le domaine. J'en avais vraiment assez des horaires coupés, de 7 heures à minuit. Mais je ne regrette rien, c'est un métier magnifique! Et maintenant, je suis très heureux d'avoir trouvé cette opportunité.» De sa profession initiale, le Combi - le nom des habitants de la Vallée - a conservé le contact avec la clientèle, essentiel pour lui. «Rien ne me manque de ma vie d'avant. Les campeurs sont tranquilles, doux même, en tout cas beaucoup moins stressés que les clients des restaurants.» Et les horaires drastiquement allégés de son nouvel emploi - un mi-temps réparti sur six matinées et deux après-midi - lui permettent de voir grandir le dernier de ses cinq enfants, âgé de 11 ans.

UN MÉTIER «COUTEAU SUISSE»

Mais revenons au toit en construction. En l'occurrence, celui du futur hangar à vélos que le camping mettra à la disposition des visiteurs. Pour seconder les

différents corps de métier dans leurs travaux, le gardien doit bien entendu compter sur quelques compétences manuelles. Une évidence pour Patrick Reymond qui, avant d'œuvrer dans la restauration, a effectué un apprentissage de menuisier. Et c'est justement ce profil «multifacettes» qui a convaincu sa responsable, Ursula Bachmann, de l'engager. «Dans ce métier, que j'ai exercé pendant trois ans, on change tout le temps d'activité, s'exclame-t-elle. Un gardien doit être capable aussi bien d'entrer les réservations dans le système informatique que de résoudre des problèmes techniques, porter des harasses de boissons, donner des infor-

mations touristiques, tondre la pelouse et servir les clients de la buvette. Le tout sans rechigner à effectuer quotidiennement les nettoyages des sanitaires!» Ayant atteint l'âge de la retraite, la sémillante Zurichoise a accueilli l'arrivée du gardien avec un grand soulagement. «Maintenant, mon travail de responsable est plus administratif», souligne-t-elle de son accent alémanique en servant une bière à un client de passage.

TOUS LES CHEMINS MÈNENT AU CAMPING

La barrière linguistique, Ursula Bachmann l'a traversée à 16 ans pour un séjour d'une année. L'occasion pour elle de parfaire son français et de rencon-

trer son futur mari. «Je travaillais très dur dans un pensionnat à Brent, mais je m'arrangeais pour aller chercher le lait chez la laitière quand son fils revenait du travail», glisse-t-elle en souriant. Son apprentissage de téléphoniste aux PTT en poche, elle rejoindra Benno et l'épousera. Mais elle peinera à trouver un emploi en Romandie. «Il n'y avait pas de place au 111 à Lausanne à ce moment. Et ailleurs, je sentais une grande méfiance face à cette jeune femme mariée de 18 ans susceptible de tomber enceinte.» Elle attendra que son second enfant ait 6 ans pour reprendre le travail, d'abord comme caissière à la Migros, puis comme fac-



«Une vie plus ouverte» En août, cela fera une année que Martin (prénom d'emprunt), 27 ans, occupe une caravane dans le camping du Rocheray. Une année riche en rebondissements: «Lorsque mon immeuble a brûlé l'an dernier au Brassus, j'ai d'abord habité chez ma mère. L'idée d'occuper un logement différent germaît déjà dans ma tête. Mais cet incendie a précipité les choses. J'ai alors acheté une caravane et me suis installé ici.» Lancé dans un élan de renouveau, il quitte son emploi de technicien en construction mécanique pour réaliser un autre rêve: celui d'entreprendre un voyage de plusieurs mois au Vietnam, au Cambodge et en Birmanie. «Le loyer de mon studio était déjà peu élevé et, pourtant, en vivant au camping, je réduis déjà mes dépenses par deux. Ces économies vont, je l'espère, me permettre de repartir en voyage.»



Martin a emménagé il y a bientôt une année au Rocheray. Une opportunité pour cet amateur de voyages au long cours.

De retour depuis peu de son périple, Martin se laisse un peu de temps avant de rechercher un emploi «ici ou ailleurs, de préférence dans le domaine des énergies renouvelables». Au quotidien, il apprécie ici la proximité avec la nature et avec les éléments. «J'aime entendre la pluie sur mon toit et sentir ma caravane bouger par fort vent.» Et même s'il est de loin le benjamin des résidents à l'année, il profite de tisser des liens amicaux avec ses voisins. Sans jamais regretter son ancien espace de vie. «Je préfère le fonctionnement communautaire du camping. Et mon 20m² rempli d'espaces de rangements me suffit largement.» ■